

**SEML SOGEBA**



**PORT DE BANDOL**

**MARCHE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Le pouvoir adjudicateur : SEML SOGEBA**

---

**Fourniture, Installation et maintenance d'un réseau WIFI pour le port de Bandol**

---

**Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.**

**Date et heure limites de remise des offres :  
Les plis doivent parvenir avant le 7 juin 2018 à 12h00m00s  
Date limite pour effectuer les visites : le 30 mai 2018**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## SOMMAIRE

1. - Acheteur
2. - Objet de la consultation
  - 2.1. - Objet de l'accord-cadre
  - 2.2. - Procédure de passation
  - 2.3. - Forme de l'accord-cadre
3. - Dispositions générales
  - 3.1. - Décomposition de l'accord-cadre
  - 3.2. - Durée de l'accord-cadre - délais d'exécution
  - 3.3. - Modalités de financement et de paiement
  - 3.4. - Forme juridique de l'attributaire
  - 3.5. - Délai de validité des propositions
  - 3.6. - Variantes
  - 3.7. - Autres dispositions
4. - Dossier de consultation
  - 4.1. - Contenu du dossier de consultation
  - 4.2. - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique
  - 4.3. - Modification de détail au dossier de consultation
  - 4.4. - Visite des lieux et consultation de documents sur site
5. - Présentation des propositions
  - 5.1. - Documents à produire
  - 5.2. - Compléments à apporter au cahier des charges
  - 5.3. - Langue de rédaction des propositions
  - 5.4. - Unité monétaire
  - 5.5. - Conditions d'envoi ou de remise des plis
  - 5.6. - Négociation
6. - Jugement des propositions
7. - Renseignements complémentaires

## **Article 1 - Acheteur**

**Le pouvoir adjudicateur** : SEML SOGEBA

**SEML SOGEBA**  
**Capitainerie du port**  
**83 150 BANDOL**

Téléphone : 04.94.29.42.64  
Télécopie : 04.94.29.93.20  
Courriel : marches@portbandol.fr  
Site internet : www.portbandol.fr

**Maître d'oeuvre** :  
SEML SOGEBA –  
Le président de la société : Monsieur Philippe ROCHETEAU

## **Article 2 - Objet de la consultation**

### **2-1-Objet du contrat**

Fourniture, installation et maintenance d'un réseau WIFI pour le port de plaisance de Bandol

### **2-2-Procédure de passation**

La consultation est passée par Procédure adaptée en application de l'article 27 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

### **2-3-Forme du contrat**

La consultation donnera lieu à un marché mixte comportant :

- Une part forfaitaire pour la mise en place du réseau WIFI et des prestations associées, tel que prévu dans la décomposition du prix global et forfaitaire. Cette part est non reconductible.
- Une part à bons de commande en application de l'article 78 du décret marchés publics, sans minimum, et avec un maximum.
  - Le montant minimum annuel de la part à bons de commande : sans minimum
  - Le montant maximum annuel de la part à bons de commande est de : 10 000 € TTC

## **Article 3 - Dispositions générales**

### **3-1-Décomposition du contrat**

#### **3-1-1-Lots**

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique pour le motif suivant : Les prestations ne peuvent être dissociées pour des raisons techniques.

#### **3-1-2-Tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### **3-1-3-Phases**

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

### **3-2-Durée du contrat - Délai d'exécution**

La durée est fixée à 1 An(s) à compter de la notification du marché.

Le marché est reconductible 3 fois, de manière expresse dans les conditions définies au CCAP, pour une période de 1 An(s), soit une durée maximale de 4 An(s).

A défaut de décision expresse du pouvoir adjudicateur 4 mois au plus tard avant la date anniversaire, le marché sera considéré comme tacitement reconduit.

Toutefois, le titulaire peut refuser la reconduction ; dans ce cas il devra, par décision motivée, notifier son refus au pouvoir adjudicateur par LRAR 5 mois au plus tard avant la date anniversaire du marché. A défaut de refus expresse avant ce délai, le titulaire sera alors tenu d'accepter la reconduction.

### **3-3-Modalités de financement et de paiement**

- Le règlement des dépenses se fera par virement ou chèque
- Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours
- Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros
- Les crédits nécessaires au financement de l'opération sont inscrits dans les comptes de la SEML SOGEBE au budget annuel
- Financement sur fonds propres
- Taux de l'avance si les conditions sont remplies : 5%.

### **3-4-Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

### **3-5-Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 4 mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

Il est précisé que par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (acte(s) d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur.

### **3-6-Variantes**

#### **3-6-1-Variantes autorisées**

Il n'est pas prévu de variante. Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

#### **3-6-2-Variantes exigées**

Il n'est pas prévu de variante exigée.

### **3-7-Autres dispositions**

Sans objet.

## **Article 4 - Dossier de consultation**

### **4-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le règlement de la consultation (et son annexe sur la signature électronique),
- l'acte d'engagement,
- le CCAP,
- le CCTP,
- le BPU,
- le DQE,
- la DPGF,
- le TVT.

### **4-2-Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique**

Conformément à l'article 39 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.achatpublic.com>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées via la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation s'il télécharge le dossier sans s'identifier, ou bien en raison d'une erreur qu'il aurait fait dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique.

Les opérateurs économiques sont vivement encouragés à utiliser la plateforme de dématérialisation des marchés publics <http://www.achatpublic.com> pour obtenir les documents de la consultation.

Toutefois, il est possible pour les candidats d'obtenir le dossier sur support papier.

Les documents sont gratuits et peuvent être retirés sur place ou à demander, par lettre, télécopie ou courriel, en temps utile auprès du pouvoir adjudicateur à l'adresse ci-dessous :

SEML SOGEB A

A l'attention du président Monsieur Philippe ROCHETEAU

6 quai du port 83150 BANDOL

Téléphone : 04.94.29.42.64

Télécopie : 04.94.29.93.20

Courriel : [marches@portbandol.fr](mailto:marches@portbandol.fr)

Site internet : [www.portbandol.fr](http://www.portbandol.fr)

Horaires d'ouverture : 8h00-12h00 et 13h30-17h00 sauf week-end, jours fériés et lundi de pentecôte.

### **4-3-Modification de détail au dossier de consultation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'envoyer au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **4-4-Visite des lieux et consultation de documents sur site**

Le titulaire devra procéder obligatoirement à une visite des lieux avant la remise de son offre afin d'apprécier entre autres :

- Les dimensions et encombrement des locaux et gaines techniques,
- Les dimensions et longueurs à prendre en compte (cheminements, câbles, portée du wifi etc.).

Les informations collectées lui permettront de proposer une solution complète et entièrement fonctionnelle sans coût additionnel dû à des fournitures et/ou prestations non prévues. Le titulaire devra évaluer le type, les quantités et le prix du matériel et en fournir une description détaillée dans son offre.

Le titulaire reconnaît avoir parfaitement apprécié sur place les servitudes propres à la situation, aux accès, voiries et aires de chantier.

Les visites seront effectuées individuellement sur rendez-vous. Contact pour les visites : [marches@portbandol.fr](mailto:marches@portbandol.fr)

Date limite pour les visites : indiquée en page de garde.

### **Article 5 - Présentation des propositions**

#### **5-1-Documents à produire**

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

##### **Justificatifs candidature**

- Lettre de candidature et interdictions de soumissionner : un formulaire DC1 dernière version du 26/10/2016, dûment complété, ou un ou plusieurs documents contenant les mêmes informations, en particulier la déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance du 23 juillet 2015.

Dans l'hypothèse où le candidat ou l'un des membres du groupement est admis à la procédure de redressement judiciaire, il devra le mentionner, et prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

- Un formulaire DC2 dernière version du 26/10/2016 dûment complété, ou un ou plusieurs documents équivalents, contenant les renseignements demandés aux fins de vérification de la capacité des candidats.

Si les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement en ligne, le candidat fournira au pouvoir adjudicateur l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (adresse internet...) :

- Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de même nature que celle du marché public ;

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements relatifs à sa

capacité.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui (y compris le ou les sous-traitants). Dans ce cas, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

### **Contenu de l'offre**

- L'offre du candidat établie sur l'acte d'engagement joint au dossier.

Il est recommandé aux candidats de transmettre l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par le représentant légal ou une personne dûment habilitée ou mandatée dès la remise des plis (les pouvoirs ou habilitations éventuelles doivent être jointes). En cas de groupement d'entreprises, l'offre devra être signée par tous les cotraitants, ou par le mandataire dûment habilité (les habilitations doivent être jointes).

Toutefois, si les candidats ne remettent pas l'acte d'engagement signé au stade de la remise des plis, la SEML SOGEBEA transmettra au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché, un acte d'engagement à signer, reprenant, notamment les éléments de son offre et les éventuelles mises au point effectuées.

Il est précisé que par la seule remise d'un pli, l'entreprise confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, si elle est désignée attributaire, à signer le marché (acte(s) d'engagement) ainsi que tous les documents annexes prévus par la réglementation et/ou rappelés dans les documents de la consultation. En cas de refus de signature, l'attributaire s'expose à voir sa responsabilité engagée par le pouvoir adjudicateur.

L'acte d'engagement sera accompagné éventuellement par les demandes d'acceptation des sous-traitants, et d'agrément des conditions de paiement pour tous les sous-traitants désignés au marché (annexe 2 du cadre d'acte d'engagement en cas de sous-traitance). Que les sous-traitants soient désignés ou non au marché, le concurrent devra indiquer dans l'acte d'engagement le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter et, par différence avec son offre, le montant maximal de la créance qu'il pourra présenter en nantissement ou céder.

- Tableau de valeur technique complété,
- Bordereau des prix unitaires complété,
- Détail quantitatif estimatif complété,
- Décomposition du prix global et forfaitaire complétée.

### **Mémoire technique**

Le mémoire technique comportera toutes les précisions nécessaires pour la bonne compréhension du projet ainsi que les documentations techniques des composants fournis. Il intégrera notamment :

- Une note détaillant les caractéristiques techniques des bornes utilisées : protocole, normes, et capacités de résistance aux conditions « Outdoor » et en particulier aux conditions marines.
- Un schéma d'architecture réseau et électrique avec mise en évidence d'une sélectivité soignée.
- Une étude de couverture Wifi sans zone d'ombre détaillant le taux prévisionnel de couverture, avec mesures et cartographie complète, afin de définir au plus juste les points d'implantations des bornes WIFI ainsi que leur nombre.
- Une note expliquant comment le réseau est adapté pour gérer à la fois la fourniture d'accès à internet et la gestion technique des infrastructures.
- Une description détaillée du portail captif (avec lien de démonstration éventuel) : technologie utilisée, personnalisation possible, fonctionnement gratuit ou payant pour les usagers...
- Un descriptif de l'équipe technique chargée de la mise en œuvre du réseau.
- Un calendrier prévisionnel détaillé des phases d'étude, d'approvisionnement, d'installation, de mise en ordre de marche, de vérification d'aptitude, de service régulier et de réception.
- Un descriptif de la maintenance : moyens mis en œuvre, délais d'intervention, engagements sur la disponibilité de service, procédures d'escalade en cas de dysfonctionnement,
- Un descriptif des moyens ou fonctionnalités innovants éventuels.

### **Pièces à fournir par l'attributaire**

Conformément à l'article 55 - IV du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur.

L'attributaire est invité à déposer les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la SEML SOGEBA, à l'adresse suivante : <http://www.achatpublic.com>

### **5-2-Compléments à apporter au cahier des charges**

Sans objet.

### **5-3-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **5-4-Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura l'accord-cadre dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

### **5-5-Conditions d'envoi ou de remise des plis**

#### **Remise des plis par voie électronique :**

Conformément aux dispositions de l'article 40 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pouvoir adjudicateur oblige la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique dans les conditions suivantes :

Les propositions transmises doivent faire l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. Les plis transmis par voie électronique sont horodatés.

Les propositions électroniques doivent être déposées sur la plate-forme <http://www.achatpublic.com>

#### **Formats**

Les documents seront transmis de préférence dans le même format que celui dans lequel le pouvoir adjudicateur les a mis à disposition des candidats, et en tout état de cause, devront être remis dans des



formats réputés " largement disponibles ", notamment : .doc (Word 2000), .rtf, .pdf (Adobe Acrobat 6) ou .ppt/.pps (Power Point 2000), .xls, .csv. , pour les plans format .dwg (ou format compatible Autocad 2004) ou .pdf

Il est précisé aux candidats que les pièces et documents électroniques ne respectant les indications ci-dessus relatives aux formats ne seront pas traités. Ainsi, ils ne pourront pas valablement être considérés comme ayant été transmis à la candidature et/ou à l'offre du candidat concerné. Les documents transmis en version antérieure aux versions spécifiées ci-dessus doivent être compatibles avec les versions de logiciels précisées entre parenthèses. Les versions postérieures ne sont pas admises.

### **Virus**

Il est ici rappelé, qu'il appartient au soumissionnaire de disposer d'un système de contrôle des virus informatiques et de s'assurer que les fichiers remis sont exempts de virus.

### **Signature**

Pour que la signature électronique soit valide, les documents doivent être signés à l'aide d'un certificat de signature électronique, dans des conditions conformes à l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique des marchés publics.

La signature électronique n'est pas exigée au stade de la remise de l'offre, mais le pouvoir adjudicateur encourage cependant les candidats à signer leur offre électronique dans la mesure du possible (se référer à l'annexe jointe).

### **Catégories de certificats admises**

Les Opérateurs Économiques peuvent indifféremment utiliser un certificat appartenant :

1. à l'une des catégories de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS, mentionné à l'article 12 de l'ordonnance du 8 décembre 2005 susvisée et figurant sur la liste prévue à l'article 8 de l'arrêté du 18 janvier 2012 susvisé ou
2. à l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification figurant sur la liste de confiance d'un État-membre, telle qu'établie, transmise et mise à la disposition du public par voie électronique par la Commission européenne conformément à l'article 2 de la décision 2009/767/CE du 16 octobre 2009 susvisée ou
3. à l'une des catégories de certificats délivrées par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répondent à des normes équivalentes à celles du référentiel général de sécurité, défini par le décret du 2 février 2010 susvisé. En cas d'usage d'un certificat appartenant à une catégorie de certificats mentionnée au présent point 3 le signataire doit obligatoirement transmettre, avec le document signé, l'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

En cas d'utilisation d'un certificat issu d'une catégorie de certificats constitutifs d'un produit de sécurité, référencé RGS ou équivalent, le niveau minimum de sécurité exigé par le Pouvoir Adjudicateur est le niveau RGS\*\*.

### **Formats autorisés pour l'apposition de signature électronique**

Les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont :

- le format PAdES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF),
- le format CAdES (que la signature soit attachée ou séparée),
- le format XAdES (que la signature soit attachée ou séparée).

### **Logiciels d'apposition de la signature électronique**

Pour apposer sa signature, le signataire utilise l'outil de signature de son choix

### **Vérification de la signature électronique**

Si le signataire utilise un outil de signature autre que ceux disponibles sur le Profil d'Acheteur alors le signataire précise dans un document de présentation de sa réponse (i.e. : un sommaire par exemple) le format de signature utilisé, le nom de l'outil de signature utilisé et indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature conformément aux attendus de l'article 5 de l'arrêté du 15 juin 2012.

### **Structure de l'enveloppe électronique et fichiers à insérer**

Il est conseillé de numéroté les fichiers par ordre logique de présentation et en utilisant systématiquement deux chiffres (ex. : 01, 02, 03 ...). Les fichiers sont à insérer dans la structure d'enveloppe telle que prévue par l'Acheteur.

### **Copie de sauvegarde**

Il est ici rappelé, que les soumissionnaires conservent la possibilité de transmettre, en parallèle à leur réponse envoyée par voie électronique, une copie de sauvegarde sous forme papier ou sur support électronique (CD, DVD ...).

Si la copie est réalisée sous support physique électronique, le niveau de signature demandé est le même que celui prévu pour la remise par voie électronique.

Les supports physiques électroniques envoyés par un candidat dans lesquels un programme informatique malveillant a été détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet de réparation et seront archivés sans lecture. Ces documents seront alors réputés n'avoir jamais été reçu et le candidat en sera informé.

Cette copie, pour être éventuellement valablement utilisée, doit parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

L'enveloppe d'envoi doit comporter la mention lisible " Copie de sauvegarde " sous pli fermé, portant la mention suivante:

"SEML SOGEBA - MARCHE MCH 18 - 02 - Fourniture, installation et maintenance d'un réseau WIFI pour le port de plaisance de Bandol - NE PAS OUVRIR ".

Les copies de sauvegarde devront être remises contre récépissé, ou expédiées par tout moyen permettant de prouver la date et heure de réception, à l'adresse suivante :

SEML SOGEBA  
Capitainerie du port  
83 150 BANDOL  
Téléphone : 04.94.29.42.64  
Télécopie : 04.94.29.93.20  
Courriel : marches@portbandol.fr  
Site internet : www.portbandol.fr

Horaires d'ouverture : de 8h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 sauf week-ends, jours fériés et lundi de pentecôte.

Les copies de sauvegarde qui parviendraient après la date et l'heure limites figurant en page de garde du présent règlement de la consultation, ainsi que ceux parvenus sous enveloppe non fermée ne seront pas retenus et seront renvoyés à leur auteur.

L'envoi d'une copie de sauvegarde n'est pas une obligation, c'est un droit du soumissionnaire qui peut décider ou non de l'exercer.

Cette copie ne pourra être ouverte que dans les cas mentionnés à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009, à savoir :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.

- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou n'a pu être ouverte sous réserve que la copie de sauvegarde soit parvenue dans les délais.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le pouvoir adjudicateur.

### **Assistance**

Pour toute question relative au dépôt de réponses électroniques, le numéro à la disposition des soumissionnaires est : 04 94.29.42.64

### **Rematérialisation des documents en cas d'attribution**

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur pourra décider de rematérialiser le contenu du pli après attribution.

## **5-6-Négociation**

Dans le but de parfaire leur offre, la SEML SOGEBA se réserve le droit d'engager une négociation avec les candidats, pouvant porter sur tous les éléments de leur offre, notamment sur le prix. Les négociations pourront se dérouler par échanges écrits ou réunions de négociation. À l'issue des négociations, le pouvoir adjudicateur demandera à chacun des candidats de présenter une dernière et meilleure offre dans un délai qui sera précisé dans l'invitation à remettre une offre finale.

Le pouvoir adjudicateur négociera avec les 3 entreprises dont les offres seront les mieux classées au regard des critères de choix définis dans le présent règlement de consultation. Si au stade de l'examen des offres, le nombre d'offres satisfaisant aux critères de choix est inférieur à 3, la procédure peut néanmoins continuer avec ces seules offres.

Les candidats ayant remis des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables pourront ne pas être éliminés d'emblée. Cependant, les offres qui, au terme de la négociation, sont demeurées inappropriées, irrégulières ou inacceptables seront rejetées.

La négociation est conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats. Les informations données aux candidats ne peuvent être de nature à avantager certains d'entre eux. Le pouvoir adjudicateur ne peut révéler aux autres candidats des solutions proposées ou des informations confidentielles communiquées par un candidat dans le cadre de la négociation, sans l'accord de celui-ci.

Toutefois, l'acheteur peut attribuer l'accord-cadre sur la base des offres initiales sans négociation.

## **Article 6 - Jugement des propositions**

### **Critères de sélection des candidatures :**

1. Les candidatures seront appréciées dans les conditions prévues aux articles 51 et 55 du décret relatif aux marchés publics, au vu des documents demandés à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation

### **Critères de jugement des offres :**

1 - Prix des prestations : 40%

2 - Valeur technique : 60% (sur 100 points)

- Elements du réseau WiFi : 50 points
- Portail web d'accès grand public et interfaces : 10 points

- Mise en œuvre du réseau : 20 points
- Maintenance : 10 points
- Caractère innovant : 10 points

#### **Pour la partie à prix unitaires :**

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

#### **Pour la partie à prix global et forfaitaire :**

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs. La décomposition du prix global forfaitaire permet d'apprécier les offres et n'a pas de valeur contractuelle.

En cas de discordance constatée dans une offre entre le montant porté à l'acte d'engagement et celui porté sur la décomposition du prix global forfaitaire, seul le montant porté à l'acte d'engagement prévaudra et fera foi. Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seront constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en concordance avec le prix global et forfaitaire. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Conformément à l'article 60 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

### **Article 7 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Correspondant :

Adresse : SEML SOGEBA

A l'attention du Président

Capitainerie du port

83150 BANDOL

Profil d'acheteur : <http://www.achatpublic.com>

Téléphone : 04.94.29.42.64

Télécopie : 04.94.29.93.20

#### **Voies et délais de recours**

Instance chargée des procédures de recours :

Nom officiel : Tribunal Administratif de Toulon

Adresse postale : 5, rue Racine - CS 40510

Localité/Ville : TOULON Cedex 9 Code postal : 83 041 Pays : France

Téléphone : 04.94.42.79.30

Télécopie : 04.94.42.79.89

Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom officiel : Tribunal Administratif de Toulon

Adresse postale : 5, rue Racine - CS 40510

Localité/Ville : TOULON Cedex 9 Code postal : 83 041 Pays : France

Téléphone : 04.94.42.79.30

Télécopie : 04.94.42.79.89

Courriel : greffe.ta-toulon@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat). Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.